



attac

Le Courriel d'information

n°269 – Vendredi 28 Septembre 2001.

LES PARADIS AU CENTRE DE L'ENFER

Dans ce numéro

1- Etonnants Paradis – La machination terroriste

Client multiscarte. Toute l'ironie de cette tragédie est là. Depuis des décennies, on a laissé se développer jusqu'au gigantisme un système dans le système, une finance dite « offshore » loin du rivage. En réalité, loin des regards, loin du fisc et loin de tout contrôle par les Etats-nations. Dans quelques dizaines d'îlots exotiques, mais aussi dans l'arrière-cour des grandes places, les capitaux offshore affluent, le temps d'y élire domicile, avant de courir s'investir là où ils rapportent : sur les grands marchés boursiers et obligataires.

2- Le théâtre du Bien et du Mal

Hollywood était d'accord avec la Maison Blanche. Il y fut tourné Rambo 3: les Afghans musulmans étaient les bons. Ils sont maintenant les mauvais, au temps de Bush fils, treize ans après.

3- Partage du patrimoine génétique commun

Le Traité pour le Partage du Patrimoine Génétique est conçu pour faire de chaque gouvernement et de chaque Peuple Indigène un « gardien » de sa portion géographique du patrimoine génétique mondial, et pour établir les mécanismes institutionnels adéquats permettant à la fois l'exercice de la souveraineté nationale et le libre accès aux flux de l'information génétique, cela dans l'esprit d'une responsabilité collective appliquée à notre héritage évolutionnaire commun.

4- 45.000 abonnements annulés

Après avoir travaillé près de deux années sans renégociation de leur contrat, les employés de la rédaction de l'Union Tribune News de San Diego sont en train de gagner la sympathie du public dans leur lutte pour obtenir des conditions équitables de travail et un meilleur salaire.

5- Une nouvelle étape vers des alternatives

Tous ces problèmes concernent évidemment tous les mouvements sociaux et citoyens. C'est pourquoi il est nécessaire pour tous ces mouvements de créer des synergies, tout en gardant leurs spécificités et leur identité propre.

6- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Etonnants paradis – La machination terroriste

L'affaire Clearstream ne sera pas étouffée.

Le Mercredi 19 septembre, à l'heure même où la mission parlementaire française sur le blanchiment recevait un témoin clé dans l'affaire Clearstream, la police luxembourgeoise débarquait chez Ernest Backes pour une vaste et spectaculaire perquisition.

Il n'y a pas de hasard. Depuis la parution du livre Révélation\$ d'Ernest Backes et Denis Robert, le fonctionnement opaque de Clearstream a été régulièrement dénoncé par de hautes autorités politiques et judiciaires européenne. Sous la pression, une information judiciaire a été ouverte, entraînant le limogeage de l'ensemble de la direction de Clearstream, mais le couvercle s'est aussitôt refermé sur les

secret de cette firme tentaculaire. Ce que les juges de l'appel de Genève, Bernard Bertossa, Renaud Van Ruymbeke, Eva Joly et Benoît Dejemepe ont appelé " la boîte noire de la mondialisation financière " ne sera pas ouverte par le pays qui l'abrite.

Le message est clair : l'enquête n'ira pas au-delà des fusibles de circonstances. Chaque progrès de l'enquête parlementaire française sera aussitôt contré par des opérations d'intimidations et de menaces contre Ernest Backes et ceux qui osent parler au Luxembourg. Pourtant, l'enquête financière sur les attentats du 11 septembre a apporté la preuve tragique de ce que dénoncent Denis Robert et Ernest Backes : l'opacité des marchés financiers et la complicité des Etats bancaires protège les mouvements les plus troubles. On sait que la filière des intérêts de Ben Laden remonte jusqu'au Luxembourg et que les ordinateurs de



attac

Clearstream peuvent remonter la piste de tous les mouvements spéculatifs de " initiés ". Mais la Justice de M. Junker préfère s'occuper des archives d'Ernest Backes. Pour notre part, l'exploitation des archives de Clearstream, que nous menons depuis le printemps ne cesse de nous étonner et le résultat de nos investigations sera mis à la disposition du public au début de l'année prochaine. L'affaire Clearstream ne sera pas étouffée.

Les paradis sur la sellette

Les paradis fiscaux en général sont pointés du doigt par les Etats-Unis. Interviewé par le quotidien italien La Repubblica, James Woosley, l'ancien directeur de la CIA de 1993 à 1995, estime que l'île de Chypre est « le pire de tous ». Selon le quotidien suisse-allemand Blick, une société financière de Lugano, Taqwa (qui signifie en arabe la crainte de Dieu), pourrait avoir servi de plaque tournante pour la fortune de Ben Laden. Parallèlement, les autorités panaméennes, alertées par plusieurs polices étrangères, ont ouvert une enquête sur une société financière immatriculée au Panama qui pourrait être utilisée par le milliardaire d'origine saoudienne.

Au service du crime

Plutôt que de songer à vitrifier Kaboul ou Kandahar, ne serait-il pas temps de fermer les Caïman et autres paradis financiers ? Cette alternative à une riposte militaire frustrerait peut-être certains d'une vengeance en « direct live » ; mais elle serait sans doute plus efficace contre le terrorisme. Que serait Oussama Ben Laden, qui tient sa puissance terroriste de sa fortune financière, si celle-ci, au lieu d'être à l'abri d'un secret inviolable, était domiciliée dans une agence bancaire parisienne ? Ses actifs y auraient été saisis depuis longtemps.

Client multiscartes. Toute l'ironie de cette tragédie est là. Depuis des décennies, on a laissé se développer jusqu'au gigantisme un système dans le système, une finance dite « offshore » loin du rivage. En réalité, loin des regards, loin du fisc et loin de tout contrôle par les Etats-nations. Dans quelques dizaines d'îlots exotiques, mais aussi dans l'arrière-cour des grandes places, les capitaux offshore affluent, le temps d'y élire domicile, avant de courir s'investir là où ils rapportent : sur les grands marchés boursiers et obligataires. Ces patrimoines occultes ont décuplé en quinze ans. Vito Tanzi, ancien directeur des affaires fiscales

au FMI, les évalue aujourd'hui à 5.000 milliards de dollars.

La clientèle est très variée. Managers de multinationales ayant habilement géré les prix interfiliales et fait évaporer les marges ; fraudeurs fiscaux de toutes tailles ; corrupteurs masqués et corrompus honteux ; trafiquants d'armes et autres produits sensibles ; organisations criminelles venant blanchir l'argent de la drogue et du racket ; officines gouvernementales agissant dans l'ombre au nom de la raison d'Etat ; gouvernants partageant d'inavouables commissions ; enfin, bien entendu, terroristes organisés en réseaux, qui utilisent aussi ces paradis financiers pour transformer l'argent propre en argent du crime. Le boulevard est à double sens.

Oussama Ben Laden en est un client multiscartes. Il est né dans une famille imprégnée de cette culture « offshore », la plus riche d'Arabie Saoudite après la famille royale. La CIA lui en a enseigné les ultimes ficelles, finançant à travers lui l'armement des talibans contre l'Armée rouge. L'élève, décidément très doué, ajouta à sa panoplie le trafic de l'opium, qu'il fit grassement prospérer. Enfin, ce spécialiste en sociétés-écrans utilisa son ingénierie financière pour entretenir le réseau terroriste qui fait aujourd'hui trembler ses premiers maîtres. Mais aussi pour financer le régime des talibans. Il le leur doit bien.

La fortune d'Oussama Ben Laden, estimée à plusieurs milliards de dollars, a des sources multiples. Mais il ne fait pas de doute qu'elle a notamment prospéré grâce au trafic de l'opium afghan. Après le départ des Soviétiques en 1989, la production s'est accrue de 19 % par an, précise le dernier rapport de l'Office des Nations unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime. Après 1996 et le retour de Ben Laden en Afghanistan, tous les records ont été battus. En 1999, le pavot couvrait plus de 91.000 hectares et la récolte d'opium dépassa 4.500 tonnes, soit 80 % de la production mondiale. Une valeur brute de 91 millions de dollars, selon l'ONU, multipliée grâce à la transformation sur place en morphine base et en héroïne. Ni le financement du réseau terroriste ni le trafic de la drogue ne seraient possibles à cette échelle sans l'utilisation intense des paradis financiers.

Trop tard. Les perversités de ce système dans le système sont connues de longue date. Les moyens d'en finir ont été exposés, notamment dans un rapport officiel remis au président



attac

démocrate américain Jimmy Carter, le 14 janvier 1981. Le républicain Ronald Reagan, arrivé le 20 à la Maison-Blanche, le jeta au fond d'un tiroir. Le démocrate Bill Clinton, dès sa première campagne électorale, en reprit l'idée mais se heurta longtemps à une déconcertante hostilité des Européens, qui laissèrent passer l'occasion d'avancer, avant de se ressaisir. Mollement et trop tard. L'administration républicaine vient de couper court à toute velléité, le secrétaire au Trésor, Paul O'Neill, s'opposant à « tout effort visant à dicter à un pays l'organisation de son système fiscal ». Entre forces obscures et transparence, le choix semble être fait.

Jean-François Couvrat

Etonnants Paradis – La grande lessive le 06 octobre à Luxembourg. Actions contre les paradis fiscaux. Pour en savoir plus <http://attac.org/luxembourg> grandelessive@attac.org

Le théâtre du Bien et du Mal

Par Eduardo Galeano

Dans la lutte du Bien contre le Mal, c'est toujours le peuple qui compte ses morts.

Les terroristes ont tué des travailleurs de cinquante pays, à New York et à Washington, au nom du Bien contre le Mal. Et au nom du Bien contre le Mal, le président Bush a juré vengeance: "Nous allons éliminer le Mal de ce monde", a-t-il annoncé.

Éliminer le Mal? Que serait le Bien sans le Mal? Les fanatiques religieux ont besoin d'ennemis pour justifier leur folie. Mais l'industrie de l'armement et le gigantesque appareil militaire des États-Unis ont aussi besoin d'ennemis pour justifier leur existence. Bons et mauvais, mauvais et bons: les acteurs changent de masques, les héros deviennent des monstres et les monstres des héros, selon les exigences de ceux qui écrivent le drame.

Il n'y a rien de nouveau dans cela. Le scientifique allemand Werner von Braun était mauvais lorsqu'il inventa les fusées V-2 qu'Hitler déchargea sur Londres, mais il devint bon lorsqu'il mit son talent au service des États-Unis. Staline était bon durant la Seconde Guerre Mondiale et mauvais après, lorsqu'il commença à diriger l'empire du Mal. Dans les années de la guerre froide, John Steinbeck écrivit: "Peut-être le monde entier a-t-il besoin des Russes. Je parie que la Russie aussi a besoin des Russes.

Peut-être les appellent-ils les Américains." Ensuite, les Russes devinrent bons. Maintenant, Poutine dit aussi: "Le Mal doit être puni".

Saddam Hussein était bon comme l'étaient les armes chimiques qu'il employa contre les Iraniens et les Kurdes. Puis il devint mauvais. Il s'appela déjà Satan Hussein lorsque les États-Unis, qui venaient d'envahir Panama, ont envahi l'Irak parce que l'Irak avait envahi le Koweït. Bush Père pris à sa charge cette guerre contre le Mal. Avec l'esprit humanitaire et de compassion qui caractérise sa famille, il a tué plus de cent mille Iraquiens, des civiles dans leur grande majorité.

Satan Hussein continue d'être où il était, mais cet ennemi numéro un de l'humanité a rétrogradé à la place d'ennemi numéro deux. Le fouet du monde s'appelle maintenant Osama Bin Laden.

La CIA lui a appris tout ce qu'il sait en matière de terrorisme: Bin Laden, aimé et armé par le gouvernement des États-Unis, était l'un des principaux "guerriers de la liberté" contre le communisme en Afghanistan. Bush Père occupait la vice-présidence lorsque le président Reagan a dit que ces héros étaient "l'équivalent des Pères Fondateurs de l'Amérique".

Hollywood était d'accord avec la Maison Blanche. Il y fut tourné Rambo 3: les Afghans musulmans étaient les bons. Ils sont maintenant les mauvais, au temps de Bush fils, treize ans après.

Henry Kissinger fut parmi les premiers à réagir devant la récente tragédie. "Ceux qui apportent appui, financement et inspiration aux terroristes sont aussi coupables qu'eux", condamna-t-il par ces paroles que le président Bush répéta des heures plus tard.

S'il en est ainsi, il faudrait commencer par bombarder Kissinger. Il se trouverait coupable de beaucoup plus de crimes que ceux commis par Bin Laden et par tous les terroristes du monde. Et dans beaucoup plus de pays: il a agit au service de plusieurs gouvernements des États-Unis, apportant "appui, financement et inspiration" à la terreur des E.U. en Indonésie, Cambodge, Chypre, Iran, Afrique du Sud, Bangladesh et dans les pays sud-américains qui ont souffert de la guerre sale du Plan Condor.

Le 11 septembre 1973, exactement 28 ans avant les événements d'aujourd'hui, il avait incendié le palais présidentiel du Chili. Kissinger avait



attac

anticipé l'építaphe de Salvador Allende et de la démocratie chilienne, en commentant les résultats des élections: "Nous ne pouvons pas accepter qu'un pays devienne marxiste à cause de l'irresponsabilité de son peuple."

Le mépris pour la volonté populaire est une, parmi beaucoup, des coïncidences existant entre le terrorisme d'Etat et le terrorisme privé. Pour prendre un exemple, l'ETA, qui tue des gens au nom de l'indépendance du Pays Basque, dit par l'intermédiaire d'un de ses porte-voix: "Les droits n'ont rien à voir avec les majorités et les minorités".

Beaucoup de gens souffrent face au terrorisme artisanal et à celui de haut niveau technologique, celui des fondamentalistes religieux et celui des fondamentalistes de marché, celui des désespérés et celui des puissants, celui des fous indépendants et celui des professionnels en uniforme. Ils partagent tous le même mépris pour la vie humaine: les assassins des cinq miles cinq cents citoyens broyés sous les décombres des Tours Jumelles, qui se sont effondrées comme des châteaux de sable, et les assassins de deux cent mille guatémaltèques, dans leur majorité indigènes, qui ont été exterminés sans que jamais la télévision ou les journaux du monde leur prêtent la moindre attention. Eux, les guatémaltèques, n'ont été sacrifiés par aucun fanatique musulman, mais par les militaires terroristes qui avaient reçu "appui, financement et inspiration" des gouvernements successifs des Etats-Unis.

Tous les amoureux de la mort s'accordent aussi dans leur obsession de réduire en termes militaires les contradictions sociales, culturelles et nationales. Au nom du Bien contre le Mal, au nom de l'Unique Vérité, tous sont résolus à tuer d'abord, à s'expliquer ensuite. Et sur ce chemin, ils finissent par alimenter l'ennemi qu'ils combattent. Ce sont les atrocités des Etat-Unis au Moyen orient qui ont amené, en grande partie, la guerre sainte du terrorisme d'Allah.

Bien qu'aujourd'hui le chef de la Civilisation soit en train d'exhorter à une nouvelle croisade, Allah est innocent des crimes qui se commettent en son nom. En fait, Dieu n'a pas ordonné l'holocauste nazi contre les fidèles de Jehova, et ce ne fut pas Jehova qui dicta les massacres de Sabra et Chatila ni qui demanda d'expulser les Palestiniens de leurs terres. Peut-être Jehova, Allah et Dieu ne sont-ils finalement que les trois noms d'une même divinité?

Une tragédie de dupes: on ne sait qui est qui. La fumée des explosions fait partie d'un des plus grand rideau de fumée qui nous empêche de voir. De vengeance en vengeance, les terroristes nous obligent à avancer vers la tombe. J'ai vu une photo, publiée récemment : sur un mur de New York, une main avait écrit: "Oeil pour Oeil laisse le monde aveugle".

La spirale de la violence engendre la violence et aussi la confusion: douleur, peur, intolérance, haine, folie. A Porto Alegre, au début de cette année, l'Algérien Ahmed Ben Bella a prévenu: "Ce système, qui rend déjà les vaches folles, est en train de rendre les gens fous". Et les fous, fous de haine, ils agissent de la même façon que le pouvoir qui les a engendrés.

Un enfant de trois ans, appelé Luca, a commenté ces derniers jours en regardant une carte: "Le monde ne sait pas où est sa maison". Il avait du regarder les actualités.

Eduardo Galeano

Partage du patrimoine génétique commun

- Version Preliminaire -

INITIATIVE DE TRAITE POUR LE PARTAGE DU PATRIMOINE GENETIQUE COMMUN

Nous déclarons universelles et indivisibles les vérités suivantes:

Que la valeur intrinsèque du patrimoine génétique de la Terre, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, est antérieure à son utilité et à sa valeur commerciale, et doit donc être respectée et protégée par toutes les institutions politiques, commerciales et sociales,

Que le patrimoine génétique de la Terre, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, existe dans la nature et, par conséquent, ne doit pas être réclaté comme propriété intellectuelle même s'il a été purifié et synthétisé en laboratoire,

Que le patrimoine génétique mondial, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, est un héritage partagé et donc une responsabilité collective,

Et,

Étant donné que notre connaissance croissante de la biologie nous oblige tout particulièrement à



attac

servir de gardiens responsables de la préservation et du bien-être de notre espèce et de toutes les autres créatures,

Par conséquent, toutes les Nations déclarent que le patrimoine génétique de la Terre, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, est un patrimoine mondial que tous les peuples doivent protéger et sustenter ensemble; elles déclarent de plus que les gènes et les produits dont ils constituent la codification, sous leur formes naturelle, purifiée ou synthétisée, ainsi que les chromosomes, les cellules, les tissus, les organes et les organismes y compris les organismes transgéniques et chimériques, ne pourront être réclamés par les Gouvernements, les entreprises commerciales ou par d'autres institutions ou particuliers, en tant qu'information génétique négociable commercialement ni en tant que propriété intellectuelle.

Les parties du Traité – qui devront inclure les États-nations signataires ainsi que les peuples indigènes – accordent par ailleurs de gérer le patrimoine génétique en tant que trust. Les signataires reconnaissent le droit souverain et la responsabilité de chaque nation et territoire de veiller sur les ressources biologiques à l'intérieur de leurs frontières et de définir la façon dont elles seront gérées et partagées. Cependant, étant donné que le patrimoine génétique, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, est un patrimoine mondial, il ne peut être vendu par aucune institution ni par aucun particulier comme information génétique. Aucune institution ni aucun particulier ne peuvent à leur tour réclamer cette information génétique comme leur propriété intellectuelle.

-- Version 8 --

Cher / Chère collègue,

Nous vous écrivons pour vous demander votre appui dans le cadre d'une initiative de société civile qui mènera à un Traité pour le Partage du Patrimoine Génétique Commun et que nous escomptons faire adopter par les gouvernements et la société civile lors de la Conférence Rio+10 de l'année prochaine en République Sudafricaine. Vous trouverez ci-joint une copie de notre version préliminaire du traité.

DECLARATION DE CONTEXTE

Les soussignés souhaitent engager votre soutien actif dans une nouvelle initiative pour établir le patrimoine génétique de la Terre, sous toutes

ses formes et manifestations biologiques, en tant que patrimoine mondial à être partagé par tous les peuples.

Notre objectif est d'interdire tous les brevets concernant les plantes, les animaux et les humains, y compris les brevets sur les gènes et les produits dont ils constituent la codification, sous leur formes naturelle, purifiée ou synthétisée, ainsi que les chromosomes, les cellules, les tissus, les organes et les organismes y compris les organismes clonés, transgéniques et chimériques.

Nous pensons que le temps est venu de défier amplement tous les brevets sur la vie et croyons que cette initiative peut rallier un large soutien public à travers tout l'éventail politique, ainsi que parmi les principaux groupes et organisations sociales.

En quoi cette initiative diffère-t-elle des efforts en cours – la Convention sur la Diversité Biologique, l'Initiative Internationale sur les Ressources Génétiques des Plantes, TRIPS, etc. – visant à établir un régime mondial pour gouverner et réguler l'utilisation des ressources biologiques? Notre initiative adopte des thèmes communs mais diffère sur un point fondamental. Contrairement aux autres initiatives, nous nous opposons à l'extension des droits de propriété intellectuelle sur tout organisme vivant ainsi que sur leurs composantes. Nous pensons que notre héritage évolutionnaire n'est pas une denrée négociable. Même si nous reconnaissons les bonnes intentions de la Convention sur la Diversité Biologique et de l'Initiative Internationale sur les Ressources Génétiques des Plantes, leur objectif visant à partager équitablement l'héritage biologique de la terre ne peut être atteint qu'en interdisant tous les brevets commerciaux sur la vie.

Nous partageons le point de vue selon lequel le patrimoine génétique et ses produits sont un patrimoine mondial – point de vue souvent avancé par les entreprises de sciences de la vie et par quelques gouvernements, y compris les États-Unis. Malheureusement, les entreprises de sciences de la vie ont mal interprété et se sont approprié indûment le terme de « patrimoine mondial » pour réclamer l'accès illimité à la diversité génétique du monde, dans le but de la convertir en propriété intellectuelle privée. Elles n'ont pas compris qu'étant un patrimoine mondial, le patrimoine génétique de la Terre, sous toutes ses formes et manifestations biologiques, est un produit de la nature et ne peut donc être réclamé, dans sa



attac

totalité ou partiellement, comme propriété intellectuelle.

Nous partageons le point de vue, souvent acclamé par le Groupe des 77 et par la Chine, selon lequel les gouvernements et les Peuples Indigènes ont la responsabilité souveraine de veiller sur les ressources biologiques à l'intérieur de leurs frontières et de définir la façon dont elles seront gérées et partagées. Cependant, le patrimoine génétique étant un patrimoine mondial, il ne peut être vendu par aucune institution ni par aucun particulier comm information génétique.

Tous les accords en vigueur et les initiatives de consultation basés sur le principe de la vente de « droits de prospection » sur l'information génétique et sur le principe de l'extension des droits de propriété intellectuelle sur la vie sont des mécanismes inacceptables pour gérer la patrimoine génétique à l'Ere Biologique.

Le Traité pour le Partage du Patrimoine Génétique est conçu pour faire de chaque gouvernement et de chaque Peuple Indigène un « gardien » de sa portion géographique du patrimoine génétique mondial, et pour établir les mécanismes institutionnels adéquats permettant à la fois l'exercice de la souveraineté nationale et le libre accès aux flux de l'information génétique, cela dans l'esprit d'un responsabilité collective appliquée à notre héritage évolutionnaire commun.

Nous avons l'intention de joindre les organisations civiles, les partis politiques et les gouvernements du monde entier pour qu'ils apportent un large soutien à cette initiative. Nous sommes au point culminant d'une transformation historique de l'Ere de la Physique et de la Chimie à l'Ere Biologique. Il est crucial à l'aube de cette nouvelle ère que nous assumions une responsabilité collective pour devenir les gardiens du patrimoine génétique de la terre.

Les soussignés souhaitent vous exprimer leur engagement sincère envers le message central et les objectifs de la proposition de traité. Nous souhaitons de même vous assurer à vous et à vos collègues que leurs conseils et apports sont nécessaires et bienvenus, et que nous espérons que les termes du texte proposé seront modifiés après discussion. En vous envoyant cette version préliminaire aujourd'hui nous cherchons à obtenir vos idées ainsi que votre soutien de principe aux valeurs exprimées dans le traité. Nous vous prions de bien vouloir signer, de nous

renvoyer le formulaire ci-joint et de nous faire part de vos idées à l'adresse suivante : treaty@foet.org .

En espérant pouvoir discuter avec vous par courrier électronique et personnellement dans les jours qui viennent,
Cordialement,

Alejandro Argumendo, Directeur, Asociación Quechua-Aymara ANDES / Indigenous Peoples' Biodiversity Network (IPBN) / Maude Barlow, National Chairperson, Council of Canadians / Bill Christison, Président, National Family Farm Coalition (NFFC) / Neth Dano, Directeur Exécutif, South East Asian Regional Institute for Community Education (SEARICE) / Benedikt Haerlin, Coordinateur International, Greenpeace Genetic Engineering Campaign / Jaydee Hanson, Assistant General Secretary, Public Witness and Advocacy, General Board of Church and Society, United Methodist Church / Debra Harry, Directeur Exécutif, Indigenous People's Council on Biocolonialism (IPCB) / Randy Hayes, Président, Rainforest Action Network (RAN) / Deborah Kaplan, Executive Director, World Institute on Disability (WID) / Jerry Mander, Président, International Forum on Globalization (IFG) / Camila Montecinos, Centro de Educación y Tecnología (CET) / Pat Roy Mooney, Directeur Exécutif, Rural Advancement Foundation International (RAFI) / Andrew T. Mushita, Directeur, Community Technology Development Trust (CTDT) / Fabrizia Pratesi, Architect Coordinateur, Comitato Scientifico Antivivisezionista (CSA) / Jeremy Rifkin, Président, Foundation on Economic Trends (FOET) / Mark Ritchie, Président, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP) / Vandana Shiva, Directeur, Research Foundation for Science, Technology and Ecology / Martin Teitel, Président, Council for Responsible Genetics (CRG)

45.000 abonnements annulés

À l'Union Tribune News de San Diego, les travailleurs de la rédaction se font entendre

Par Liza Zador

Après avoir travaillé près de deux années sans renégociation de leur contrat, les employés de la rédaction de l'Union Tribune News de San Diego sont en train de gagner la sympathie du public dans leur lutte pour obtenir des conditions équitables de travail et un meilleur salaire. Leur employeur, la famille Copley, refuse de négocier un contrat dans les formes avec la cellule 404 du



attac

syndicat Graphic Communications International Union.

Une diminution régulière des effectifs et des bonus de fin d'année, des coupes sombres dans les tarifs d'heure supplémentaires, et une échelle des salaires basée sur le mérite, ont obligé les employés à chercher un moyen de faire pression sur la direction. Au cours d'une conférence de presse, ils ont appelé à boycotter le journal, fait qui maintenant a été relayé par les responsables religieux, les syndicats et les militants associatifs. Vingt-cinq mille autocollants ont été distribués.

DES TIRAGES EN FORTE BAISSE

Plus de 45.000 abonnements ont été annulés, faisant passer le tirage de 325.000 à 280.000 exemplaires en dix-huit mois. Marty Keegan, dirigeante syndicale de GCIU (Graphic Communications International Union) déclare : "Dans l'histoire de San Diego, il s'agit du plus important boycott syndical jouissant du soutien du public. Des représentants de toutes les associations locales civiles et religieuses, des personnalités politiques, ont fait publiquement appel pour que soit mis fin à la lutte de façon juste. Des responsables syndicaux, de la police et des pompiers ont aussi appelé à un accord équitable. La forte baisse du nombre des abonnements prouve que l'action est efficace" Les employés attribuent cette prise de conscience de leur lutte par une large partie du public à une icône qu'ils ont imaginée pour les affiches, les tracts et les banderolles : celle d'un putois qui symbolise la manière répugnante dont la direction traite les employés. Keegan déclare : "Demandez à n'importe qui en disant que vous avez vu une affiche avec un putois et cette personne saura vous expliquer ce que cela symbolise et que quelque chose "pue" à l'Union Tribune News." Des banderoles et de grandes affiches surgissent quotidiennement aux heures de pointe dans les artères principales et sur les autoroutes. Elles sont accrochées aux passerelles et aux ponts et déclenchent généralement l'approbation des conducteurs. Les employés diffusent également des spots d'une minute à la radio et à la télévision pour en appeler au public et obtenir fair-play et justice pour les travailleurs et leur famille.

Le fait d'avoir demandé aux autorités religieuses d'aider à trouver un accord a eu un résultat immédiat. Les responsables religieux ont demandé à l'employeur de trouver une juste conclusion à cet âpre conflit. Les employés se sont également manifestés auprès des

annonceurs du journal. Le résultat est que la direction a accepté de rencontrer les dirigeants syndicaux, les annonceurs et les responsables religieux pour commencer à discuter d'un règlement éventuel du différend. La plupart des employés pense qu'il s'agirait d'une question de quelques mois pour que la direction acquiesce à leurs desiderata. Après dix-huit mois d'un boycott couronné de succès tandis qu'une "puanteur" déplaisante entoure la famille Copley, les travailleurs ont finalement de quoi se réjouir. Désormais les employeurs savent qu'ils ont à répondre devant l'ensemble de l'opinion publique locale.

Liza Zador est journaliste au journal Labor Notes.

Labor Notes est un mensuel basé à Détroit. Vous pouvez vous y abonner directement <http://www.labornotes.org>

Traduction Michel Thélia, traducteur bénévole coorditrad@attac.org

Une nouvelle étape vers des alternatives

Par Arnaud Zacharie

Congrès Européen Citoyen : nouvelle étape vers des alternatives convergentes

Le Congrès Européen Citoyen organisé à l'Université de Liège par ATTAC Belgique, la FGTB, la CSC et la coalition des ONG belges a réuni un millier de participants représentant 180 organisations de 30 pays différents. Un tel taux de participation est déjà un succès en soi, qui prouve la volonté croissante des citoyennes et citoyens du monde de réfléchir ensemble à des alternatives concrètes pour une autre Europe et une autre mondialisation.

Mais au delà de ce succès populaire international, le Congrès Européen Citoyen a permis d'avancer concrètement dans la constitution de synergies entre les différents mouvements sociaux et citoyens et dans la définition d'alternatives convergentes pour une mondialisation socialement juste et écologiquement durable.

L'impact de la globalisation économique et financière est à la base de nombreux problèmes ébranlant les droits humains, sociaux et environnementaux les plus fondamentaux : le dumping fiscal entraîne le démantèlement des services publics, pourtant facteurs de croissance endogène et d'équité sociale ; l'appétit de la sphère économique aspire les richesses, détruit



attac

l'environnement et viole les droits sociaux ; le libre marché globalisé permet à quelques multinationales de contrôler tous les secteurs stratégiques de l'économie mondiale ; la "financiarisation" de l'économie implique des restructurations et des licenciements boursiers déprimant inlassablement le pouvoir d'achat et la demande mondiale ; la spéculation financière implique des crises à répétition faisant planer sur le village global le spectre d'une crise financière généralisée ; etc.

Tous ces problèmes concernent évidemment tous les mouvements sociaux et citoyens. C'est

pourquoi il est nécessaire pour tous ces mouvements de créer des synergies, tout en gardant leurs spécificités et leur identité propre. Les travaux du Congrès ont permis d'avancer dans cette voie et de constituer une étape importante dans la définition d'alternatives convergentes derrière lesquelles pourront se rassembler un maximum de forces progressistes dans l'optique du Sommet de Laeken et du Forum Social Mondial de Porto Alegre.

Arnaud Zacharie, coordinateur du Congrès Européen Citoyen. <http://attac.org/cec>

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

- Vendredi 28 : France : CHAILLE - CREST
- Samedi 29: FRANCE: PARIS 11 – TOULOUSE / SUISSE: GENEVE
- Dimanche 30: FRANCE: MERIEUX / SVERIGE: LINKOPING – SJUHARAD / SUISSE: GENEVE
- Lundi 01: BELGIQUE: BRUXELLES / SVERIGE : TEATERN - KRONOBERG